Soixantième année. - N ° 91 A Jeudi 14 et vendredi 15 mai 2026

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 1357

75 – PARIS

GREFFE DU TRIBUNAL DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE PARIS

Ventes et cessions

890 283 690 RCS Paris.
BEL HOLDING.
Forme : Société à responsabilité limitée.
Capital : 3287924.00 EUR.
Adresse : 50, rue de Paradis, 75010 Paris.
Précédent propriétaire : 900 758 954 RCS Paris. **MADY HOLDING.**
Oppositions : Article L.236-15 du code de commerce.
Commentaires : Avis au Bodacc relatif au projet commun de fusion nationale. Société absorbante : BEL Holding Forme : Société à responsabilité limitée Adresse du siège : 50 rue de Paradis 75010 Paris Capital : 3287924.00 EUR Numéro unique d'identification : 890283690 Lieu d'immatriculation : Paris. Société absorbee : MADY Holding Forme : Société civile Adresse du siège : 95 rue Jouffroy d'Abbans 75017 Paris Capital : 3287923.00 EUR Numéro unique d'identification : 900758954 Lieu d'immatriculation : Paris. Evaluation de l'actif et du passif dont la transmission à la société absorbante est prévue : actif de 3288022.00 EUR - passif de 100.00 EUR. Rapport d'échange des droits sociaux : Le rapport d'échange des parts sociales est fixé à 0,9999997 part sociale de BEL pour 1 part sociale de MADY. Pour rémunérer l'apport, BEL devra créer 3.287.922 parts sociales d'un montant nominal de 1 € chacune. Montant prévu de la prime de fusion pour chaque société participante : NEANT. Date du projet commun de fusion : 30.04.2026. Date et lieu du dépôt du projet au RCS au titre de chaque société participante : Pour la société BEL Holding : 11.05.2026 (au greffe du tribunal de commerce de Paris). Pour la société MADY Holding : 11.05.2026 (au greffe du tribunal de commerce de Paris)..